



CBI-Togo

Une décennie au service de la clientèle

Être rapide et réactive, c'est l'ambition réaffirmée par Coris bank international (CBI-Togo) à l'occasion de sa décennie au Togo. Ce jeudi 20 février, l'institution bancaire a organisé le Forum Clientèle 10 ans CBI-Togo à Lomé. Une rencontre inédite, placée sous le signe de l'écoute et de l'amélioration continue, qui a permis un échange direct entre la banque et ses clients.



ECONOMIE

Entreprendre et investir au TOGO



Le Togo en pleine expansion

237 milliards FCFA d'investissements validés en 2024

Le Togo se distingue une fois de plus comme un terrain fertile pour les investissements étrangers et nationaux. En 2024, 37 projets d'investissement ont été validés par le Comité d'octroi d'agrément, représentant un montant total de 237 milliards FCFA.

PAGE 5

TELECOM



Yas Business Togo à Kpalimé

Une soirée de partage et d'innovation pour le développement des entreprises locales

Pour accompagner les entreprises dans leur transformation digitale, Yas Business Togo a rassemblé les acteurs économiques locaux, ce 14 février à Kpalimé. Dédiée à l'innovation et au partage, cette soirée a permis aux invités de découvrir les solutions ...

PAGE 9

NUMERIQUE

Innovation

Un mécanisme digital pour fluidifier le commerce

Novateur et prometteur, telles sont les caractéristiques d'un nouvel outil numérique lancé par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo), ce 19 février. Appelé Mécanisme d'alerte aux obstacles au commerce ...

PAGE 5



Togo-Australie

Vers une plus grande coopération dans le domaine agricole

La cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue, le mardi 18 février 2025 à la Primature, avec la Haut-commissaire de l'Australie auprès du Togo avec résidence à Accra, Bérénice Owen-Jones.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

RGE-2 : Un recensement crucial pour l'économie

À partir du 3 mars 2025, le Togo entamera son deuxième Recensement général des entreprises (RGE-2), une opération d'envergure qui s'étendra sur deux mois. L'annonce a été faite à Lomé, lors d'une cérémonie officielle présidée par la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi Mivedor. Ce recensement mobilisera 1 300 agents, « identifiables grâce à leurs badges et gilets ». Leur mission est de collecter des données précises sur la répartition, la taille et les secteurs d'activité des entreprises togolaises. Ces informations seront essentielles pour « doter les autorités publiques et les investisseurs d'outils fiables et actualisés » en vue d'orienter les politiques économiques.

L'opération innove avec l'intégration d'outils d'intelligence artificielle, garantissant une meilleure précision des données. Une phase de sensibilisation, ainsi qu'une enquête pilote, précéderont le déploiement des agents sur le terrain.



	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">SOMMAIRE</p> <p>Coris Bank International Togo Une décennie au service de la clientèle</p>  <p>P 5</p>	<p>Togo La production minière dans une économie résiliente</p>  <p>P 6&7</p>	<p>Klumer Cette plateforme web made in Togo qui simplifie l'organisation d'événements et facilite les vies</p>  <p>P 11</p>
---	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Fournir des pagnes à la population de Tsévié / Elle l'a fait

Comme beaucoup de femmes Togolaises et africaines, Sowu Atsufe participait à des tontines pour financer ses activités génératrices de revenus. Ce système d'épargne collective tournante, où chacun cotise et reçoit à tour de rôle, permet de surmonter les difficultés d'accès au crédit ou de taux d'intérêt dissuasifs. Mais l'inconvénient de cette pratique informelle est que le fonds commun est distribué tour à tour à chacun des membres, désigné en général par tirage au sort. Fort heureusement qu'en 2014, le Togo lance le Fonds National de la Finance Inclusive FNFI avec des produits innovants et adaptés. Sowu Atsufe fait le bon choix, obtient son premier crédit et se lance dans la vente de pagnes. Retour sur l'histoire de cette commerçante hors du commun.

PARCOURS

Sowu Atsufe est une femme Togolaise qui a grandi à Tsévié dans un foyer de commerçants (père commerçant et mère vendeuse de condiments). Depuis sa petite enfance, Sowu Atsufe avait l'habitude de travailler aux côtés de sa mère. Cette dernière, malgré sa volonté, n'avait pas les ressources pour aider sa fille à lancer ses propres activités génératrices de revenus.

« Mais mon ambition a toujours été d'être à mon propre compte plus tard. Il était donc crucial de trouver de l'argent pour démarrer une activité »,

confie-t-elle. L'idée de Atsufe était de se lancer d'abord dans l'alimentation générale à domicile pour épargner et avoir du capital. Pour réaliser ce premier projet, elle a dû trouver un moyen de gagner de l'argent : une tontine de quartier.

Mais, le rêve de Sowu est de revendre des pagnes à Tsévié. Rêve qu'elle réalisa avec le FNFI. En effet, elle fait partie des premières bénéficiaires.

« Après le lancement du FNFI, au lieu de continuer avec les tontines, j'ai opté pour les crédits du Fonds. Avec mon premier prêt, j'ai acheté des pagnes moins chers pour la revente. Et ça a marché. Avec les bénéfices et les crédits suivants, j'ai agrandi mon business ». Ses revenus lui ont également permis de louer une boutique. Aujourd'hui, elle ne se contente plus de vendre ses pagnes en détail. Car entre temps elle a reçu un prêt Nkodédé qui lui a permis de devenir grossiste. Elle vend désormais aussi des bassines plastiques.

DEMARCHE STRATEGIQUE

Dès le départ, l'ambition de Sowu Atsufe est de fournir aux populations de Tsévié des pagnes de tous les prix. Pour en arriver là, elle a dû observer les habitudes de ses proches. En effet, pour acheter des pagnes de qualité, les populations de Tsévié venaient directement à Lomé. « C'est pour cette raison que j'ai décidé de me lancer dans la revente de pagnes afin de rendre accessible à la population de



Issaka Djouweratou

Tsévié des tissus de qualité ».

SURMONTER LES DEFIS

Les principales difficultés ont été rencontrées au début. En effet, au départ, elle ne disposait pas de boutique et se contentait d'exposer ses tissus devant sa maison. Problème qu'elle a pu régler. Néanmoins Sowu Atsufe estime qu'il est encore trop tôt pour parler de réussite :

« Une chose dont je suis sûre, c'est que j'ai fait beaucoup de progrès. Pour cela, il m'a fallu de la persévérance, de la conviction et l'accompagnement du FNFI. »

PERSPECTIVES

« Mon ambition à moyen terme est d'avoir des employés permanents et plusieurs boutiques ici. », espère Sowu Atsufe. Son autre ambition est de dompter le marché des bassines plastiques.

CONSEIL AUX JEUNES FEMMES

« Ne soyez pas pressées. Les débuts sont toujours difficiles. Vous ne ferez pas forcément des millions de chiffre d'affaires dans les premières années. Moi, j'ai commencé avec 10 000 francs CFA. J'ai connu des

moments de stress énormes mais l'envie de réussir était plus forte », rassure Atsufe. Et elle ajoute « Allez surtout à votre rythme, et ne brûlez pas les étapes ».

Le FNFI à travers ses produits contribue à l'autonomisation des femmes Togolaises en exerçant une influence positive sur leur pouvoir de décision et en renforçant leur statut socioéconomique global. Elles sont des milliers comme Sowu Atsufe à être désormais des opératrices économiques qui contribuent à la croissance et au développement.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Unicef-Togo

Dr Isselmou Boukhary fait le bilan avec Victoire Tomégah-Dogbé

Après cinq mois d'exercice, le représentant-résident par intérim du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Dr Isselmou Boukhary, est arrivé en fin de mission au Togo.

« Le Togo dispose du potentiel nécessaire pour être un modèle en matière de développement et atteindre les Objectifs de



Victoire Tomégah-Dogbé (à droite)

Le responsable a fait ses adieux le mercredi 19 février au Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, lors d'une audience à Lomé. Au menu des discussions, le bilan du partenariat entre l'agence onusienne et le Togo. Le représentant sortant a salué les progrès du pays dans la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de l'éducation, la vaccination, l'accès à l'eau potable et la protection de l'enfance.

développement durable », a affirmé Dr Isselmou Boukhary. Ces dernières années, la collaboration avec le Fonds onusien s'est intensifiée, renforçant l'impact des interventions sur le terrain, notamment à travers le Programme d'urgence de résilience de la région des Savanes (PURS). En outre, un nouveau cadre de coopération a été formalisé pour la période 2024-2026.

TM

Aquaculture

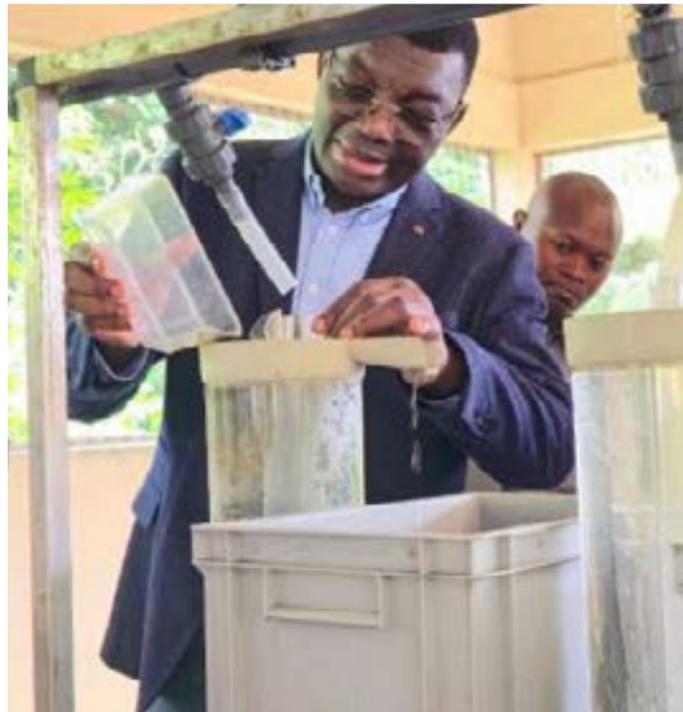
Le général Yark visite une station de 4 hectares dans les Lacs

Le Togo renforce son engagement en faveur d'une aquaculture durable et compétitive avec la station de recherche halieutique d'Agbodrafo, dans la commune des Lacs 3.

Le mercredi 19 février 2025, le ministre d'État en charge des Ressources halieutiques, animales et de la Réglementation de la Transhumance, le général de brigade Damehame Yark, a effectué une visite sur ce site de 4 hectares pour constater les avancées et encourager les initiatives en cours.

Dédiée à l'innovation et à la modernisation de la filière piscicole, la station vise à améliorer la productivité et à développer des technologies adaptées aux réalités locales. Elle est équipée d'infrastructures modernes, notamment des bassins, des étangs et une unité de recherche en alimentation animale avec une provenderie de 2000 tonnes par an.

Dans le cadre du projet de Renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo), un



Le général Damehame Yark

poste de transformation électrique de 400 KVA est en cours d'installation. L'objectif est de renforcer l'autonomie énergétique de la station afin d'optimiser son fonctionnement.

Pour rappel, depuis l'année dernière, le Togo dispose d'une Stratégie nationale de

développement durable de la pêche et de l'aquaculture. L'ambition pour l'exécutif est de disposer de systèmes de production halieutique résilients au changement climatique et d'améliorer les moyens de subsistance des acteurs du secteur.

La rédaction

Pont de Tchitchira

Bouraima Kanfitine Tchédé Issa exige l'accélération des travaux

Lancés en mars 2024, les travaux de construction du pont de Tchitchira maison à Kantè, dans la préfecture de la Kéran, se poursuivent.



Bouraima Kanfitine Tchédé Issa (devant, à droite)

Le mardi 18 février 2025, une délégation du ministère en charge du Désenclavement et des Pistes rurales ; et des autorités locales ont constaté l'état d'avancement du chantier. Concrètement, il s'agit d'un pont mixte acier-béton de type unibrige, qui sera érigé sur le fleuve Kéran, avec une longueur de 102,60 m, d'une largeur de 11 m et d'une hauteur de 14,85 m. Les travaux conduits par le groupement français Matière, appuyé par des ingénieurs et techniciens locaux devraient s'achever dans les mois à venir. L'occasion pour le ministre en charge du Désenclavement et des Pistes rurales, Bouraima

Kanfitine Tchédé Issa, d'exhorter l'entreprise Matière à accélérer les travaux pour livrer l'infrastructure dans les plus brefs délais. Outre ce pont, la préfecture de la Kéran bénéficie d'un deuxième du même type à Koutougou, dans la commune Kéran 3. Ces ouvrages s'inscrivent dans un vaste programme de construction de 21 ponts mixtes modulaires à travers le pays. L'objectif est d'accélérer le développement socio-économique du milieu rural, en facilitant l'accès aux services de base et l'écoulement des produits sur les marchés.

TM

Togo-Australie

Vers une plus grande coopération dans le domaine agricole

La cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue, le mardi 18 février 2025 à la Primature, avec la Haut-commissaire de l'Australie auprès du Togo avec résidence à Accra, Bérénice Owen-Jones.

Au sortir des échanges avec le Premier ministre, madame Owen-Jones a indiqué avoir évoqué avec

à cet effet, parlé du bon état des liens d'amitié qui unissent les deux pays et qu'il faut renforcer, mais aussi du programme d'aide au développement au profit du Togo.

« Nous avons évoqué la possibilité d'une plus grande coopération dans le domaine

que bâtisseur de paix. Le Togo est un pays stable qui joue un rôle important sur la scène internationale, mais aussi, bien-sûr, dans la sous-région. Nous sommes engagés à travailler plus étroitement avec le gouvernement togolais dans tous ces domaines », a confié madame Owen-Jones.



Victoire Tomégah-Dogbé (à droite), Owen-Jones (à gauche)

la cheffe du gouvernement, les excellentes relations d'amitié et de coopération qu'entretiennent l'Australie et le Togo. Des relations, qui reposent sur une base solide. La Haut-commissaire

agricole par exemple, l'autonomisation des femmes. Nous avons aussi parlé de la situation sécuritaire dans la sous-région et à cet égard, je tiens à reconnaître le rôle important du Togo en tant

« Je suis ravie du fait que madame le Premier ministre partage l'ambition de faire plus avec l'Australie, malgré la distance entre les deux pays », a-t-elle ajouté.

Edem Dadzie

Côte d'Ivoire/Opposition

La France rétrocède sa base militaire de Port Bouët à la Côte d'Ivoire

Les autorités françaises ont officiellement rétrocédé le camp militaire de Port-Bouët aux autorités ivoiriennes ce jeudi 20 février au cours d'une cérémonie symbolique. Cet événement, qualifié d'« historique » par les officiels, s'inscrit dans le cadre de la reconfiguration du dispositif militaire français en Afrique, face à un contexte régional en pleine mutation. Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, et son homologue ivoirien, Téné Ibrahim Ouattara, ont présidé cette passation, qui voit la fin de la présence opérationnelle française sur ce site stratégique d'Abidjan.

Jusqu'à présent, le camp de Port-Bouët abritait le 43^e Bataillon français d'infanterie de marine (BIMA). Désormais, il portera le nom de Général Thomas-d'Aquin-Ouattara, en hommage au premier chef d'état-major de l'armée ivoirienne. La cérémonie a été marquée par la relève de la garde française par une sentinelle ivoirienne, le hissage du drapeau national ivoirien et l'exécution des hymnes des deux pays. « La France transforme sa présence : la

France ne disparaît pas », a déclaré Sébastien Lecornu, soulignant que 80 militaires français resteront sur place pour des missions de formation et d'appui, en réponse aux besoins exprimés par l'armée ivoirienne.

Cette rétrocession, initiée en avril 2023, s'inscrit dans une dynamique plus large de redéploiement des forces françaises en Afrique. Après le Gabon, le Tchad et avant le Sénégal, où Paris maintient encore 300 soldats, la France adapte son dispositif militaire aux réalités géopolitiques actuelles, marquées par une montée des aspirations souverainistes sur le continent. Pour la Côte d'Ivoire, cette étape représente une avancée significative dans la réaffirmation de sa souveraineté militaire.

Le ministre ivoirien de la Défense a salué une « relation décomplexée »

avec la France, tout en exprimant l'espoir d'une « coopération dynamique ». Le camp de Port-Bouët, d'une superficie de 230 hectares, sera transformé en un « centre de

infrastructures modernes du site. « Nous avons accès à des installations qui nous permettent de nous entraîner plus efficacement et d'être prêts opérationnellement

d'information et de communication a été inaugurée sur le site, visant à former localement les futurs cadres de l'armée ivoirienne. « Grâce à cette académie, nous pourrons



discipline et d'excellence » pour les forces armées ivoiriennes. Depuis le 20 janvier, un bataillon de 90 parachutistes ivoiriens y a déjà pris ses quartiers, bénéficiant des

», a expliqué le capitaine Fabrice Yoboué Kouamé, chef du détachement de parachutistes.

En parallèle, une académie militaire des systèmes

déployer rapidement des officiers qualifiés sur les théâtres d'opérations », s'est félicité le lieutenant-colonel Jean-Clément Gbalou, directeur de l'institution.

MISE EN DEMEURE VALANT COMMANDEMENT DE PAYER

2° ORIGINAL

L'AN DEUX MIL VINGT-CINQ (2025) ;
Et le Mardi, Dix-Huit (18) Février à 15H46

A la requête de Dame AKOLLY Belmonda, demeurant et domiciliée à Lomé, lequel fait élection de domicile en ladite ville ;

J'ai Me Sylvanus E. SALLAH
Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance de Lomé, demeurant et domicilié en ladite ville, devant l'École Primaire Doumassé 1, à côté de l'hôtel à l'abbé et du Centre National de Transfusion Sanguine Soussigné

Dit et déclaré à :

Monsieur DOTTO Serge Kossi, demeurant et domicilié à Lomé, Tél : 90 79 47 70, où étant et parlant à : *N'ayant pas d'adresse connue, nous avons procédé par affichage à la porte principale de l'auditorium du Tribunal de Commerce de Lomé, et par mention dans le journal TOGO-MATIN conformément à l'article 57 du Code de Procédure Civile*

Que vous ne pouvez pas nier ni disconvenir avoir loué suivant un pré-contrat un entrepôt auprès de Dame AKOLLY Belmonda au loyer mensuel de quatre cent mille (400.000) F CFA à Lomé, Adidogomé en face de l'Institut Polytechnique du Golfe (IPG) ;

Que vous ne pouvez non plus nier ni disconvenir avoir accumulé à ce jour, la somme de six millions huit cent mille (6.800.000) F CFA, représentant échus et impayés, sous réserve des autres loyers à venir ;

C'est pourquoi, ma requérante vous met en demeure de payer ladite somme dans un **DELAI D'UN (01) MOIS** à compter de la date de réception de la présente.

Vous rappelant que le non-paiement du loyer est l'une des clauses résolutoires du contrat de location ;

Nous vous informons que faute par vous de s'exécuter dans le délai imparti, nous procéderons par toutes les voies de droit pour vous y contraindre.

Tout en comptant sur votre compréhension, recevez cher locataire, l'assurance de nos salutations distinguées.

REPRODUCTION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 133 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA PORTANT DROIT COMMERCIAL GENERAL

Article 133 :

Le preneur et le bailleur sont tenus chacun en ce qui le concerne au respect de chacune des clauses et conditions du bail sous peine de résiliation.

La demande en justice aux fins de résiliation du bail doit être précédée d'une mise en demeure d'avoir à respecter la ou les clauses ou conditions violées. La mise en demeure est faite par acte d'huissier ou notifiée par tout moyen permettant d'établir sa réception effective par le destinataire.

A peine de nullité, la mise en demeure doit indiquer la ou les clauses et conditions du bail non respectées et informer le destinataire qu'à défaut de s'exécuter dans un délai d'un mois à compter de sa réception, la juridiction compétente statuant à bref délai est saisie aux fins de résiliation du bail et expulsion, le cas échéant du preneur et de tout occupant de son chef.

Le contrat de bail peut prévoir une clause résolutoire de plein droit. La juridiction compétente statuant à bref délai constate la résiliation du bail et prononce le cas échéant, l'expulsion du preneur et de tout occupant de son chef, en cas d'inexécution d'une clause ou d'une condition du bail après la mise en demeure visée aux alinéas précédents.

La partie qui entend poursuivre la résiliation du bail doit notifier aux créanciers inscrits une copie de l'acte introductif d'instance. La décision prononçant ou constatant la résiliation du bail ne peut intervenir qu'après l'expiration d'un délai d'un (01) mois suivant la notification de la demande aux créanciers inscrits.

La présente mise en demeure valant commandement de payer est faite à toutes fins utiles que de droit.

**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'IL NE L'IGNORE**

Et, nous lui avons, étant et parlant comme ci-dessus remis et laissé copie du présent exploit dont le coût est de : **40.000 F CFA**

L'HUISSIER

Le Togo en pleine expansion

237 milliards FCFA d'investissements validés en 2024

Le Togo se distingue une fois de plus comme un terreau fertile pour les investissements étrangers et nationaux. En 2024, 37 projets d'investissement ont été validés par le Comité d'octroi d'agrément, représentant un montant total de 237 milliards FCFA.

gouvernement. Les investissements étrangers, particulièrement en provenance d'Investisseurs directs étrangers (IDE), dominent cette vague de projets,

Cette attractivité croissante est le fruit de réformes structurelles qui ont nettement amélioré le climat des affaires, selon les autorités. Cette politique a permis au pays



Ces investissements viennent souligner la dynamique économique du pays et la confiance croissante des investisseurs dans son climat des affaires. Parmi ces projets, 12 bénéficient du régime de la zone franche, tandis que 22 relèvent du Code des investissements et 3 sont spécifiquement orientés vers le secteur textile et habillement. Ces chiffres traduisent la croissance économique du pays et l'intérêt des investisseurs pour l'environnement des affaires togolais, indique le

représentant 66 % du montant total validé. Ces investissements, d'un total de 156 milliards FCFA, concernent principalement les secteurs du bâtiment et des travaux publics, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie. De leur côté, les investisseurs nationaux, avec 15 projets pour un montant de 81 milliards FCFA, se concentrent également sur l'agroalimentaire, l'agro-industrie et la plasturgie.

L'attrait du Togo pour les investisseurs est indéniable.

de se démarquer dans le rapport B-Ready 2024 de la Banque mondiale, où il a obtenu une note de 61 sur 100 points, plaçant ainsi le Togo parmi les économies les plus prometteuses.

En outre, la mise en œuvre de ces projets d'ici les prochaines années devrait générer 4548 emplois permanents. Le Togo s'affirme ainsi comme un acteur clé de l'économie ouest-africaine, avec des perspectives de croissance toujours plus solides.

Edy Alley

Innovation

Un mécanisme digital pour fluidifier le commerce

Novateur et prometteur, telles sont les caractéristiques d'un nouvel outil numérique lancé par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo), ce 19 février. Appelé Mécanisme d'alerte aux obstacles au commerce (Maoc), cet outil est un pas de plus vers un environnement commercial plus fluide et compétitif.

Porté depuis 2018 par le Centre international du commerce (ITC) et la GIZ Togo, ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'un projet stratégique du ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale. Son ambition est d'« identifier et supprimer les obstacles rencontrés par les opérateurs économiques à l'échelle internationale », afin de dynamiser les échanges et renforcer la compétitivité des entreprises togolaises.

Un outil au service des opérateurs économiques

simple canal d'alerte, il constitue également un espace d'échange entre entreprises et institutions concernées. « Le Maoc est non seulement une plateforme en ligne qui relie les entreprises et les agences concernées en leur permettant d'échanger des informations sur les obstacles au commerce, mais également un mécanisme institutionnel qui assure la coopération des différents acteurs impliqués », a précisé Comlan Nomadoli Yakpey, Secrétaire général du ministère.

Grâce à ce système, les autorités disposent d'un levier efficace pour identifier les entraves au commerce et y remédier rapidement. Une avancée qui devrait, à terme, renforcer la transparence des politiques commerciales



Concrètement, le Maoc fonctionne comme une plateforme interactive où les acteurs économiques peuvent signaler les difficultés rencontrées lors de l'importation ou l'exportation de leurs marchandises. Plus qu'un

et consolider la collaboration entre administration et secteur privé. Une initiative qui illustre la volonté du Togo de moderniser son économie et de faciliter les affaires sur son territoire.

Edy Alley

CBI-Togo

Une décennie au service de la clientèle

Être rapide et réactive, c'est l'ambition réaffirmée par Coris bank international (CBI-Togo) à l'occasion de sa décennie de présence au Togo. Ce jeudi 20 février, l'institution bancaire a organisé le Forum Clientèle 10 ans CBI-Togo à Lomé. Une rencontre inédite, placée sous le signe de l'écoute et de l'amélioration continue, qui a permis un échange direct entre la banque et ses clients.

Dix ans après son implantation, CBI-Togo réaffirme son engagement envers ses clients. « Nous nous devons de faire une halte pour réfléchir à notre avenir. Nous travaillons pour les clients, nous vivons pour les clients », a déclaré Alassane Kaboré, directeur général de la banque. Cette volonté d'instaurer un dialogue ouvert s'inscrit

dans la vision de CBI-Togo, certifiée ISO, qui ambitionne d'être une

L'événement a ainsi permis aux clients d'exprimer leurs attentes et préoccupations,



banque de proximité, toujours plus « Rapide et Réactive ».

notamment sur les procédures bancaires. Un sujet récurrent concerne

la justification de la destination des fonds lors des retraits. Sur ce point, Koffi Messan Messie, directeur de la clientèle des entreprises, a rappelé que cette exigence répond aux normes réglementaires en vigueur : « Nous sommes dans un environnement évolutif et réglementaire qui nous demande [...] de nous assurer que les transactions bancaires de dépôt et de retrait répondent aux normes de la profession. »

Des innovations pour un service optimisé

CBI-Togo ne cesse d'innover pour répondre aux besoins de sa clientèle. Seule

banque à proposer une offre de finance islamique sous la marque CBI Baraka, elle a récemment élargi sa gamme de services avec le lancement des cartes bancaires Coris Visa Infinite et Coris Visa Gold, ainsi que du service de transfert d'argent Rapidex New.

À travers ce forum, CBI-Togo a démontré qu'au-delà d'être une institution financière, elle se veut un partenaire de confiance pour ses clients, œuvrant sans relâche pour un service toujours plus performant et adapté aux exigences du marché togolais.

Edy Alley

Togo

La production minière dans une économie résiliente

Dans l'économie nationale, les ressources minières jouent un rôle moteur. Le phosphate, le calcaire, le fer, le manganèse, etc. sont des richesses du sous-sol et des atouts stratégiques pour le développement du Togo. Avec 8 millions d'habitants, le pays compte sur l'exploitation de ces minerais à fort impact économique, capables d'avoir des répercussions directes sur la croissance, l'emploi et l'industrialisation.

Le secteur minier, selon le ministère des Mines, livre une bonne partie des recettes d'exportation du pays. Le phosphate, principal produit minier exporté, génère des milliards de francs CFA chaque année, consolidant ainsi les finances publiques et renforçant la capacité de l'État à investir dans les infrastructures et les services sociaux.

Mines : chiffres, performances et retombées sociales

Le rapport 2022 de l'Initiative pour la

665 tonnes exportées. Il a généré des recettes de plus de 157 milliards de francs CFA en 2022. S'agissant du clinker, autre produit qui fait la réussite du secteur, le Togo a exporté 715 928 tonnes, rapportant 29,4 milliards de francs CFA. En ce qui concerne le calcaire en vrac, l'exportation de 140 millions de tonnes de calcaire a généré 2,571 milliards de francs CFA.

Le rapport susmentionné met aussi la lumière sur la production locale des produits miniers en 2022. À ce niveau, pour le phosphate, avec une production totale de 1 541 tonnes, a été générée une valeur de 185,897 milliards de francs CFA. Vient le calcaire qui, avec une production de 3,174 millions de tonnes, a rapporté 17,743 milliards de francs CFA au Togo. Voilà donc des chiffres qui montrent à suffisance la capacité de la production minière à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants à travers

liées à l'extraction, la transformation et l'exportation génèrent des milliers d'emplois directs et indirects. La Société

Au-delà de l'exportation brute, le pays mise sur la transformation locale des ressources minières. L'implantation des unités

le développement des infrastructures, la modernisation de l'agriculture (secteur qui emploie 65 % de



Travail minier

nouvelle des phosphates du Togo (SNPT), acteur clé en ce sens, employait à elle seule 1 500 personnes lors du décompte en 2016.

Pour maximiser les retombées économiques, le gouvernement met en place des programmes

industrielles, notamment pour le traitement du phosphate et la fabrication de ciment à partir du calcaire local, s'inscrit dans cette dynamique. Cela augmente la valeur ajoutée avant l'exportation, générant ainsi plus de revenus et diversifiant l'économie nationale.

L'économie togolaise dans la résilience

Malgré les défis globaux liés à la conjoncture économique internationale, le Togo continue de démontrer une remarquable résilience économique. Grâce à des réformes stratégiques, des investissements soutenus et une diversification des soutiens apportés aux acteurs travaillant dans les secteurs porteurs, le pays enregistre une croissance stable qui profite directement aux populations.

L'économie togolaise affiche une progression constante, avec un taux de croissance évolutif. Cette dynamique repose sur plusieurs leviers, notamment

la population active et contribue à 40 % du PIB) et le renforcement du secteur industriel. Face aux chocs externes, notamment la crise sanitaire engendrée par la Covid-19 et l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix des matières premières, le Togo a su mettre en place des politiques d'atténuation efficaces. L'État a maintenu un cadre macroéconomique stable, favorisant ainsi un climat d'affaires attractif et une mobilisation accrue des investissements nationaux et étrangers.

L'une des clés du succès économique du Togo réside dans les réformes engagées ces dernières années, notamment avec la mise en place de l'Office togolais des recettes (OTR), qui est très rapidement devenu un acteur incontournable de l'économie nationale. Il optimise la collecte des impôts et renforce la transparence fiscale. Ses actions permettent d'accroître les ressources de l'État et de financer des projets sociaux et économiques bénéfiques



Phosphate de roche

transparence dans les industries extractives (ITIE) a été dévoilé en début d'année. Le phosphate demeure le principal produit d'exportation avec un volume de 1 782

sa force mobilisatrice de fonds colossaux utilisés pour vitaliser l'économie.

L'industrie minière est une source majeure d'emplois au Togo. Les activités

de formation et de renforcement des capacités. L'objectif est de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et apte à répondre aux exigences du marché international.

pour les citoyens. En 2025, il est attendu de l'Office qu'il mobilise 1 210 milliards de francs CFA de recettes pour soutenir le budget de l'État qui pèse 2 396 milliards.

Aujourd'hui, le pays se distingue très nettement par son amélioration du climat des affaires, matérialisée par une simplification des démarches administratives et la digitalisation des services publics. Ces initiatives rendent attrayant le pays et fluidifient les affaires. Le pays a enregistré un taux de croissance du PIB supérieur à 5 %, confirmant la solidité de son économie. Le secteur agricole joue un rôle central dans cette performance, à travers la dynamisation de la production et le renforcement de la sécurité alimentaire. De façon parallèle, le secteur industriel bénéficie des retombées positives de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) qui œuvre pour la création de

6,6 % du PIB en 2023, s'est réduit à 4,8 % en 2024, conséquence d'une gestion rigoureuse et prudente des ressources publiques.

La dette publique, après avoir atteint 68 % du PIB en 2023, a été maintenue à un niveau stable en 2024, avec un objectif de réduction progressive à 62 % du PIB d'ici 2028. Aussi, l'inflation a connu une baisse significative, passant de 7,6 % en 2022 à 3,6 % en septembre 2024. Ainsi, grâce à une gouvernance économique pragmatique et inclusive, le Togo continue d'avancer sur la voie d'une croissance durable, offrant des opportunités accrues à ses habitants et consolidant sa place parmi les économies les plus dynamiques de la région.

Au regard des recettes fiscales

Depuis son opérationnalisation en 2014, l'Office togolais des recettes (OTR) s'impose dans la mobilisation

des droits de douane permet d'améliorer la transparence fiscale, d'optimiser les recettes publiques et de soutenir le financement des grands projets de développement.

Dès les premières années de son fonctionnement, l'Office togolais des recettes a démontré sa capacité à mobiliser efficacement les ressources. En 2023, l'OTR

avec la progression de l'électrification rurale et les investissements dans les énergies renouvelables, pour ne citer que ceux-là. Dans le budget de l'État,



Siège de l'OTR

Avant la mise en place de l'OTR, le système fiscal était marqué par des difficultés structurelles, une faible capacité de recouvrement et une complexité administrative pesante pour les contribuables. Son apparition rime avec la simplification de la collecte des impôts et des taxes en réduisant les lourdeurs administratives,

a enregistré une hausse des recettes fiscales par rapport à l'année précédente, atteignant un niveau record de plus de 1 000 milliards de francs CFA collectés.

Cette dynamique positive s'explique par la digitalisation des procédures, facilitant le paiement des impôts et réduisant les risques de corruption, l'amélioration du climat des affaires comme l'attestent la Banque mondiale dans ses rapports, etc.

Un outil au service du développement économique

Les ressources collectées par l'OTR permettent au gouvernement de financer des projets structurants dans plusieurs secteurs clés comme les infrastructures ; l'éducation avec la construction des écoles, le recrutement des enseignants et l'amélioration du cadre scolaire ; la santé avec le renforcement du plateau technique des hôpitaux et la mise en place de la couverture sanitaire universelle ; l'énergie

exercice 2025, 1 210 milliards de francs CFA de recettes sont attendues de l'OTR. C'est une prévision qui marque une progression de 8 % par rapport à l'objectif de 2024 qui était à 1 113 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative.

L'administration fiscale et douanière doit alors contribuer à environ 50 % du budget global 2025 évalué à 2 397 milliards. En 2024, 1 042 milliards de recettes fiscales et douanières étaient attendues d'elle, une attente qui aurait été comblée, sous réserve de confirmation officielle.

En une décennie d'existence, l'OTR a prouvé qu'une gestion efficace des impôts est un facteur clé de souveraineté économique et de développement. Le Togo peut donc compter sur cet acteur performant pour garantir une croissance durable et inclusive, où chaque citoyen contribue équitablement à l'édification d'un pays plus prospère.

Luc Biova



Fiscalité

35 000 emplois d'ici peu. Sur le plan budgétaire, le Togo a poursuivi ses efforts de consolidation des finances publiques. Le déficit, qui atteignait

des ressources fiscales et douanières. Fruit d'une réforme initiée par le gouvernement, cet organe unique de collecte des impôts et

l'optimisation de la lutte contre la fraude, l'élargissement de l'assiette fiscale pour maximiser les recettes, etc.

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
TOGO

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT
ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Qualité de services mobiles : YAS domine toujours sur le plan national et MAT plus performant sur internet dans le Grand Lomé

LOME, Togo le 18 février 2025

L'ARCEP a réalisé du **2 décembre 2024 au 21 janvier 2025** la seconde campagne nationale de mesures de la qualité des services offerts par les deux opérateurs mobiles YAS Togo (YAS) et Moov Africa Togo (MAT), pour le compte de l'année 2024.

Globalement sur le plan national, les résultats montrent **un taux de conformité de 74,43% pour YAS et de 55,62% pour MAT**. On note ainsi, par rapport à la première campagne de l'année 2024, une amélioration globale de 3,75% pour YAS qui se rapproche progressivement des seuils réglementaires alors que MAT, malgré une amélioration de 11,01%, reste encore loin de ces seuils.

Le taux de conformité est bien meilleur dans le Grand Lomé qu'à l'intérieur du pays. En effet, dans le Grand Lomé, les taux de conformité sont respectivement de 83,48% et 82,14% pour YAS et MAT. À l'intérieur du pays, les valeurs sont respectivement de 72,94% et 51,25%.

De manière plus détaillée, les enseignements ci-après peuvent être tirés :

Dans le Grand Lomé :

Pour le service voix, YAS avec un taux de conformité de 98,21%, domine son concurrent MAT qui n'a réalisé qu'un taux de conformité de 55,36%.

Par contre, pour le service internet mobile 3G et 4G, MAT est beaucoup plus performant que son concurrent YAS. En effet, le taux de conformité de l'internet 3G est de 94,05% pour MAT contre 73,81% pour YAS. La même tendance est observée pour l'internet mobile 4G avec un taux de conformité de 88,10% pour MAT contre de 83,33% pour YAS.

Dans les localités de l'intérieur du Togo :

YAS est plus performant que MAT sur tous les services voix et internet.

En effet, les taux de conformité de YAS sont de 75,59%, 67,45% et 76,67% respectivement pour la voix, l'internet mobile 3G et l'internet mobile 4G. Pour le concurrent, ces valeurs sont respectivement de 41,47%, 56,08% et 52,94%.

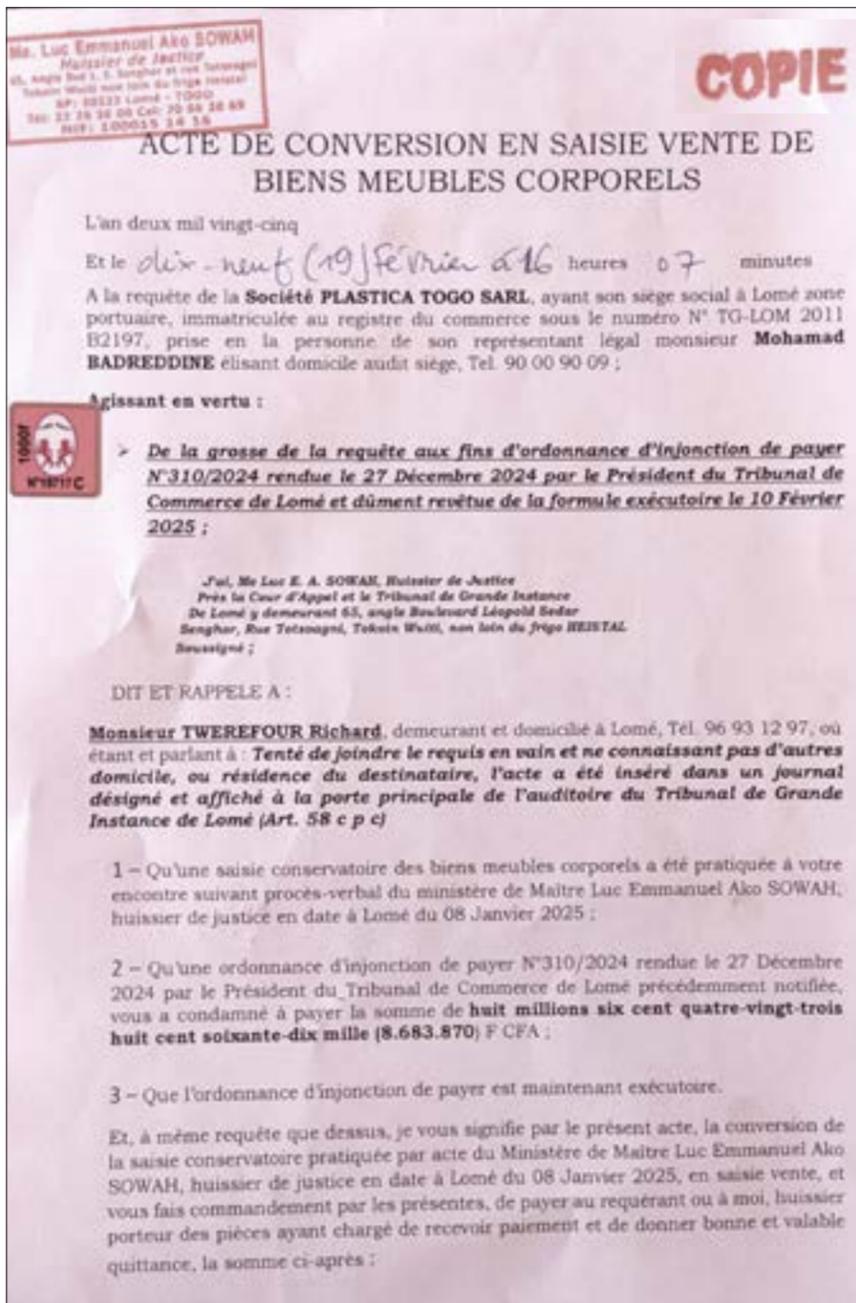
L'ARCEP prend note de cette amélioration continue de la qualité de service mobile et tient à remercier les deux opérateurs mobiles pour leurs efforts tout en les encourageant à poursuivre les investissements nécessaires pour atteindre les seuils réglementaires fixés au Togo.

Le rapport peut être consulté sur :
www.arcep.tg/QoS-2024-Campagne2



CERTIFIÉE
ISO 9001-2015

4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP • BP 358 Lomé, Togo
Tél : +228 22 23 63 80 Fax : + 228 22 23 6394 www.arcep.tg arcep@arcep.tg



- Principal	7.310.000
- Frais de recouvrement (15%)	1.096.500
- TVA (18%)	197.370
- Coût de la requête de l'ordonnance de saisie conservatoire	50.000
- Procès-verbal de la saisie conservatoire	75.000
- Dénonciation du procès-verbal de saisie conservatoire	30.000
- Publication de la dénonciation	25.000
- Coût de l'OIP	50.000
- Signification de l'OIP	30.000
- Publication de l'OIP	25.000
- Coût d'ordre de paiement	182.750
- Frais de greffe & Tumbres	5.000
- Signification de la grosse	30.000
- Publication de la grosse	25.000
- Coût du présent exploit	75.000
TOTAL	9.186.620

Solde à payer : Neuf millions cent quatre-vingt-six mille six cent vingt (9.186.620) F CFA.

Vous déclarant que faute par vous de se faire dans un délai de **HUIT (08) JOURS** il sera procédé à la vente des biens saisis après qu'il ait été procédé à la vérification de ceux-ci.

**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QUIL N'EN IGNORE**

Et afin qu'il n'en ignore, je lui ai, où étant et parlant comme dessus, remis et laissé tant copie du titre exécutoire que copie du présent exploit dont le coût est de 75.000 F CFA.

L'HUISSIER

Yas Business Togo à Kpalimé

Une soirée de partage et d'innovation pour le développement des entreprises locales

Pour accompagner les entreprises dans leur transformation digitale, Yas Business Togo a rassemblé les acteurs économiques locaux, ce 14 février à Kpalimé. Dédiée à l'innovation et au partage, cette soirée a permis aux invités de découvrir les solutions numériques sur mesure proposées par l'opérateur de téléphonie mobile.

Porté par l'équipe B2B de l'entreprise, cette rencontre témoigne de l'ambition de Yas Togo à l'endroit du monde des affaires. Plus qu'un simple acteur des télécommunications, Yas Business Togo porte une vision audacieuse visant à accompagner les entreprises dans leur transformation numérique. Un engagement fort qui s'est concrétisé lors de cette rencontre où partenaires et entreprises ont échangé autour des opportunités offertes par des technologies de pointe. Les solutions proposées couvrent un large éventail de besoins : de l'optimisation des services publics à l'amélioration des opérations nationales, tout en assurant une sécurité renforcée grâce à l'intelligence artificielle et

au cloud.

La soirée a été marquée par un mot de bienvenue du représentant du chief Business Officer de Yas Togo, qui a souligné l'importance du networking pour favoriser la collaboration entre acteurs économiques. Un représentant de la Chambre régionale des métiers du Togo a également pris la parole pour partager son analyse de l'écosystème local et les possibilités offertes par Yas Business Togo pour dynamiser l'économie de la région. Le clou de l'événement a été la présentation des solutions innovantes de Yas Business, suivie d'une session interactive qui a permis aux participants de poser leurs questions aux experts. Comme l'a précisé le directeur général

de Yas Togo, Pierre-Antoine Legagneur : « Yas Togo n'est pas seulement une marque ; c'est une entreprise qui valorise

La soirée s'est clôturée par une collation conviviale, permettant aux participants de poursuivre leurs échanges

Cet événement à Kpalimé témoigne de l'engagement de Yas Business Togo pour l'innovation, la transformation numérique



l'innovation, la diversité et la créativité au service de nos partenaires.»

dans une atmosphère propice à la création de partenariats durables.

et le développement économique local.

Edy Alley

Alimentation

La consommation de charcuterie et de viandes grasses doit être limitée

Il y a quelques années, une étude a été publiée sur la consommation de viande. Celle-ci avait entraîné beaucoup de remous dans la presse scientifique internationale. Qu'est-ce qui explique cette situation ?

Le titre de cette publication était : "Nouvelles recommandations : Pas besoin de réduire la consommation de viande rouge ou de viande transformée pour rester en bonne santé". Elle avait fait l'effet d'une bombe. En effet, elle arrive dans un contexte international ou un grand nombre d'études scientifiques préconisent de réduire la consommation de viande rouge et de viande transformée, pour des raisons de santé.

Cette publication arrive, également, dans un contexte ou un grand nombre de rapports internationaux, comme celui publié par la Commission du Lancet EAT il y a dans la même période, préconise qu'il faille réduire la consommation de viande pour des raisons environnementales. Ces « nouvelles recommandations » ont été publiées par les Annals of internal medicine sous forme de 6 publications scientifiques, une synthèse

de recommandations et un éditorial.

Quels sont les éléments qui sont mis en évidence par cette étude pour conclure que l'on peut manger autant de viande que l'on souhaite sans impact pour la santé ? Les auteurs de cette publication ont utilisé, principalement 3 arguments : Le premier est issu des publications qu'ils ont mis en avant et qui concluent qu'éliminer du régime alimentaire la viande rouge et les viandes transformées, comme

qui dit qu'en tenant compte des arguments précédents, il faut ignorer les recommandations alimentaires (quelle que soit la source) et continuer à manger de la viande comme on le fait habituellement.

Cette publication a créé beaucoup de polémiques car elle soulève des questions scientifiques mais aussi et surtout des questions éthiques. En effet, au niveau scientifique il y a quatre choses à retenir : Les auteurs concluent bien que l'effet sur la santé existe

et ont exclus les études comparant les mangeurs de viande aux végétariens.

Par ailleurs, ils ont exclus toutes les études de laboratoire sur les animaux concernant le sujet ; et enfin, ils ont exclus toutes les études sur l'impact environnemental de la viande. Mais, cette étude pose problème sur le plan éthique. En effet, un des premiers auteurs de cette publication présente des conflits d'intérêts avec l'industrie agroalimentaire et avait déjà publié un travail sur la non dangerosité de la consommation de sucre pour la santé qui avait été lui aussi financé par l'industrie agroalimentaire.

Un grand nombre d'études ont démontré qu'une consommation en excès de viandes grasses (comme le bœuf, le mouton ou le porc), qui sont riches en acides gras saturés augmente les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète et de certains types de cancer. Comme ce sont en grande majorité les viandes rouges qui présentent ce profil, l'on a rapidement réalisé, depuis des années, un raccourci disant que c'est la viande rouge en excès qui peut être

nocive.

De nombreuses études ont aussi démontré que la surconsommation de viande transformée, comme les charcuteries, entraîne des risques accrus de cancer du côlon. Mais, il faut bien rappeler qu'il ne faut pas avoir peur de la viande car c'est un des 7 groupes d'aliments qui doit être consommé pour avoir une alimentation équilibrée. Cependant, la consommation de charcuterie et de viandes grasses doit être limitée car en manger en excès augmente les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète et de certains types de cancer.

Ainsi, si l'on suit des recommandations santé, l'on peut conseiller de consommer de la viande 3 à 4 fois par semaine avec un maximum de consommation de 250 à 300 g de viande sur la semaine. Maintenant si l'on veut aussi tenir compte de l'environnement, il vaut mieux recommander une consommation d'une portion de viande par semaine.

Edem Dadzie
Expert : Stéphane Besançon,
médecin nutritionniste



La viande rouge

la charcuterie, réduit les risques de maladie, mais que ces effets sont faibles ; le second est que l'Homme est un omnivore et que les omnivores ne veulent pas manger moins de viande ; et enfin, la synthèse

mais qu'il est faible. Donc, il est difficile de ne pas en tenir compte et de faire comme s'il n'existait pas ; ils se réfèrent à des études qui comparent les personnes qui mangent de la viande à celles qui en mangent moins

Activité physique

Les conditions de prescription pour traiter les maladies chroniques

Les études scientifiques montrent que, lorsqu'elle tient compte des recommandations pratiques et des complications liées à une pathologie, non seulement l'activité physique ne l'aggrave pas, mais qu'en plus ses effets bénéfiques sont d'autant plus importants qu'elle est introduite tôt après le diagnostic.



Un homme et une femme pratique du sport

Un groupe d'experts considère que l'activité physique fait partie intégrante du traitement des maladies chroniques. Il recommande que sa prescription soit systématique et aussi précoce que possible dans le parcours de soin des pathologies étudiées. Il recommande également que l'activité physique

soit prescrite avant tout traitement médicamenteux pour la dépression légère à modérée, le diabète de type 2, l'obésité et l'artériopathie oblitérante des membres inférieurs.

Le groupe d'experts recommande : d'évaluer le niveau d'activité physique du patient par un entretien et/ou des tests simples (ex : test de marche de 6 minutes)

visant à évaluer sa capacité et sa tolérance à l'exercice. Des tests plus complexes (ex : épreuve d'effort cardiorespiratoire) sont requis pour permettre une adaptation de la prescription en terme d'intensité de pratique et pour sécuriser la pratique des personnes les plus vulnérables notamment. Le groupe recommande aussi de réaliser un suivi de l'évolution de la condition physique et de la tolérance à l'exercice pour adapter la prescription ; d'individualiser la prescription d'activité physique en tenant compte du cadre et du type de pratique, de ses modalités (intensité, durée, fréquence), et surtout des préférences et attentes du patient qui conditionnent son intérêt et son plaisir dans la pratique de cette activité.

Il conseille par ailleurs de proposer des programmes personnalisés pour adapter individuellement l'activité physique en fonction de la pathologie, du patient et de son environnement afin de favoriser son adhésion et son observance, en

particulier sur le long terme ; d'adapter la pratique à l'état de santé du patient, ainsi qu'à son traitement, ses capacités physiques, ses risques médicaux et ses ressources psychosociales. La formation des professionnels et la recherche sont aussi évoquées...

La formation à la connaissance théorique et pratique des bénéfices de l'activité physique et des dispositifs d'intervention en activité physique sont nécessaires en direction de l'ensemble des professionnels de santé : études de médecine, formation continue, échanges et réflexions entre professionnels. Le groupe d'experts liste un ensemble de recommandations concernant la formation et les compétences des intervenants en activité physique adaptée.

Le groupe d'experts recommande de consolider les recherches concernant la faisabilité, le rapport bénéfice-risque, l'adhésion sur le long terme à la

pratique d'activité physique et en particulier d'étudier les conditions nécessaires au maintien de la pratique. Le système de santé a introduit, depuis 2016, la possibilité pour les médecins généralistes de prescrire une activité physique aux personnes qui souffrent d'une affection de longue durée.

C'est donc une prise de conscience collective qui est à l'œuvre ainsi qu'un changement de regard sur les patients. L'enjeu majeur est de motiver les patients et de favoriser l'engagement, l'adhésion et le maintien d'une pratique d'activité physique régulière. Cette expertise renforcera probablement les projets de recherche et de formation. Plusieurs plans de santé concernant l'activité physique et la santé sont en cours. Rappelons que le nombre de personnes atteintes d'une ou de plusieurs maladies chroniques ne cesse de s'accroître.

Expert : Jean-Mar Sène,
médecin du sport

Construction d'un Business Language à Lomé

Une initiative qui va booster la compétitivité des entreprises togolaises

En 2024, 14 919 nouvelles entreprises ont été formalisées au Centre de formalité des entreprises (CFE). Le nombre d'entreprises créées l'année dernière a légèrement baissé par rapport aux 15 654 dénombrées en 2023. Mais il n'en demeure pas moins que chaque jour, de nouvelles entreprises sont créées mais leurs compétitivités à l'international n'est pas encore au rendez-vous.

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) entend renforcer la compétitivité des opérateurs économiques

togolais à l'international à travers la création du Business Language Center, un centre de formation en langues dédié aux entrepreneurs et professionnels souhaitant développer leurs activités sur les marchés internationaux.

L'objectif est d'outiller les entreprises togolaises en anglais, chinois et allemand, trois langues clés pour leur permettre d'étendre leur portée à l'international.



Chambre de commerce et d'industrie du Togo

Selon la CCI-Togo, cette formation vise à lever la barrière linguistique, un

frein majeur aux échanges commerciaux et aux investissements étrangers.

Le centre ambitionne ainsi d'aider les acteurs économiques nationaux à améliorer leur capacité à négocier des contrats, à s'implanter sur de nouveaux marchés et à accroître leur présence à l'étranger. Dans ce cadre, la représentation consulaire lance une étude préalable et invite les acteurs économiques à s'inscrire avant le 28 février 2025 via un formulaire dédié.

TM

Klumer

Cette plateforme web made in Togo qui simplifie l'organisation d'événements et facilite les vies

Lancée en 2018, Klumer est une solution de gestion d'événements qui propose des outils innovants pour accompagner les organisateurs et promoteurs culturels africains dans leurs activités. Elle facilite notamment la collecte de fonds, la gestion logistique et la résolution des défis financiers liés à l'organisation d'événements.

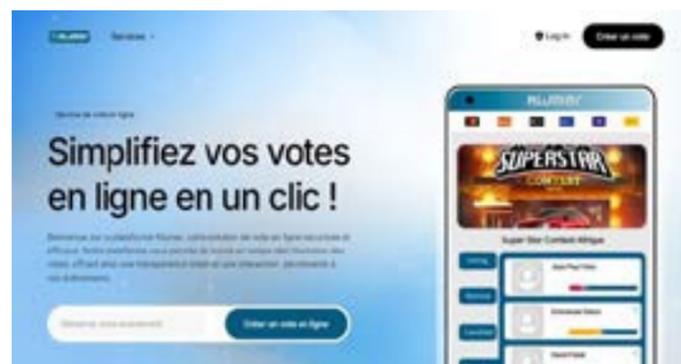
Parmi les fonctionnalités de la plateforme Klumer, figurent le vote en ligne, le financement participatif, la mise en relation des parties prenantes et la billetterie électronique, favorisant ainsi une interaction accrue

avec les publics cibles.

Derrière l'innovation, le Togolais Fiacre Dagbegnon Designer graphique expérimenté, Fiacre Dagbegnon est un directeur artistique et promoteur culturel. Le jeune entrepreneur togolais est réputé pour sa capacité à transformer des idées en créations innovantes et impactantes.

Fiacre Dagbegnon est engagé dans la transformation digitale des entreprises et produits en Afrique. « Klumer a

été développée sur le format de Facebook et Instagram. Aujourd'hui, on n'a rien à envier à ce que les développeurs de la Silicon Valley ont réalisé en matière de développement de réseaux sociaux. La seule différence, c'est au niveau de leur logistique que nous n'avons pas encore », explique le fondateur de Klumer, qui cumule plus de 300 000 utilisateurs et participants, ainsi que plus de 250 agences virtuelles. Depuis 2015, Fiacre Dagbegnon occupe le poste de directeur général d'EODS C Group, une société spécialisée dans les technologies et les affaires culturelles. Pendant son parcours au sein de l'entreprise, l'entrepreneur a



Interface de la plateforme



Fiacre Dagbegnon

travaillé comme concepteur graphiste.

L'entrepreneur a également exercé en tant que designer graphique freelance entre 2017 et 2020. En 2019, il rejoint La Voix du Peuple, un hebdomadaire togolais, où il occupe le poste de graphiste de production. Entre 2020 et 2023, il travaille comme concepteur d'interfaces web à l'Institut français du Togo.

Affo-Djèlè Alarba

Étude nPerf

Moov Africa Togo, meilleur fournisseur d'Internet mobile au Togo en 2024

Moov Africa Togo confirme son leadership sur le marché des télécommunications. L'opérateur de téléphonie mobile est classé meilleur fournisseur Internet mobile au Togo en 2024 par nPerf, une des références en matière de mesure de la qualité des connexions Internet.

Moov Africa Togo conserve son titre de leader de l'Internet mobile au Togo, selon le baromètre nPerf 2024, démontrant pour la deuxième année consécutive l'excellence de ses performances réseau. Cette étude du nPerf, validée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) du Togo, s'appuie sur des tests rigoureux mesurant les débits descendants et montants, la latence, ainsi que la qualité de la navigation web et du streaming vidéo. D'après les résultats du

baromètre annuel des connexions mobiles au Togo (2024), Moov Africa Togo s'impose comme l'opérateur offrant la meilleure expérience globale d'Internet mobile avec un score de 64 865 points, surpassant ainsi son concurrent. Les performances de Moov Africa Togo se distinguent particulièrement sur plusieurs indicateurs clés, notamment le meilleur débit montant avec 11,05 Mb/s, garantissant une meilleure fluidité pour l'envoi de fichiers et les appels vidéo.

La meilleure latence : 32,41 ms, assurant une navigation rapide et un gaming optimal. La meilleure qualité de navigation web : 53,77 %, offrant une expérience utilisateur améliorée

sur les sites Internet et applications, ainsi que la meilleure performance 4G globale, confirmant son engagement à fournir un réseau performant et

pour offrir à nos abonnés un Internet toujours plus performant. Nous restons déterminés à améliorer continuellement notre réseau et nos services

L'étude souligne également la progression significative de Moov Africa Togo par rapport à 2023, avec une amélioration de près de 10 000 points de son score nPerf, témoignant des efforts continus de l'opérateur pour améliorer la qualité de son réseau.

Moov Africa Togo est un acteur majeur des télécommunications au Togo, offrant des services mobiles, et Internet innovants à des millions d'abonnés à travers le pays. Filiale du groupe Maroc Telecom, Moov Africa Togo se distingue par son engagement à démocratiser l'accès à un Internet de qualité pour tous.

Luc Biova



stable.

« Cette reconnaissance par nPerf nous encourage à poursuivre nos efforts

pour répondre aux attentes croissantes des Togolais », a déclaré Younes El Bedraoui, directeur général de Moov Africa Togo.

MOUTAI

CHINA MOUTAI

茅台醇 1992

500ml

茅台醇 008

DISPONIBLE DANS LES BARS RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS
IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO

INFOLINE: +228 70340292 | MOUTAI TOGO & BÉNIN

WWW.GMDISTRIBUTIONS.COM

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE